issa | ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | AISS

Résumé exécutif

Mégatendances et sécurité sociale
Changement climatique et raréfaction des ressources naturelles

Association internationale de la sécurité sociale, Genève, 2014

Mégatendances et sécurité sociale
Changement climatique et raréfaction des ressources naturelles

Résumé exécutif

Depuis 1850, la croissance économique mondiale sans précédent comme la capacité à répondre à la demande grandissante en matière de biens et de services ont été rendues possibles non seulement grâce à un accès relativement bon marché à des ressources renouvelables, telles que les forêts, mais également – et principalement – grâce à la consommation de ressources non renouvelables et limitées, telles que le pétrole et les minerais. Au cours des prochaines décennies, la raréfaction de ces dernières entraînera des contraintes en termes d'approvisionnement et des hausses de prix, lesquels risquent à leur tour d'engendrer d'importantes répercussions sur la société.

Parallèlement, les effets du changement climatique se feront sentir de manière grandissante par une augmentation constante, en nombre comme en ampleur, des phénomènes climatiques extrêmes et de la dégradation de l'environnement, qui auront pour conséquences des effets négatifs sur la croissance. Selon les différents scénarios, le montant total des coûts cumulatifs mondiaux du changement climatique a été estimé entre 2 et 4 billions USD pour 2030[1]. Mais le réchauffement de la planète, de près de 0,7°C depuis les années 1950, a déjà une incidence sur le développement des pays. Treize des quatorze années les plus chaudes jamais enregistrées l'ont été au cours de ce siècle[2] et le nombre de phénomènes extrêmes s'intensifie, entraînant de fortes répercussions sur la production agricole et une stagnation générale de l'économie.

Ensemble, la limitation des ressources et le changement climatique représentent une évolution majeure de l'environnement dans lequel la sécurité sociale remplit, et remplira, sa mission. En 2014, le Forum économique mondial a dressé une liste des dix risques mondiaux les plus préoccupants, et quatre d'entre eux sont liés au changement climatique ou aux ressources naturelles[3]. Pour de nombreux pays, l'ère d'une forte croissance économique mondiale nourrie par des ressources accessibles et bon marché est bientôt révolue. Les ressources

1. Voir: <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Multilingual_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Home_FR>
2. Voir: <www.wmo.int/pages/index_fr.html>.
3. Voir (en anglais): <www.weforum.org/reports/global-risks-2014-report>.

financières disponibles pour la sécurité sociale vont continuer de décroître au fil du temps, même s'il subsistera naturellement des variations régionales. Parallèlement, les demandes adressées à la sécurité sociale risquent d'augmenter en raison d'un éventuel appauvrissement des populations, des conséquences des phénomènes climatiques extrêmes, de l'évolution de la morbidité, ainsi que d'autres impacts du changement climatique, tels que la hausse des taux de migration et de déplacement. Dans un tel contexte, il peut donc s'avérer nécessaire de repenser complètement le rôle joué par les systèmes de sécurité sociale s'ils doivent pouvoir continuer de remplir leurs objectifs.

Le présent rapport se penche sur les conséquences – directes et indirectes – du changement climatique et de la raréfaction des ressources naturelles sur les systèmes de sécurité sociale, et envisage les réponses politiques et administratives qui peuvent être apportées. Ces phénomènes auront de nombreuses répercussions dont l'ampleur et la nature restent incertaines. Beaucoup d'entre elles seront interdépendantes, complexes et difficiles à anticiper, et il est probable qu'elles se traduiront par:

- un accroissement du nombre de phénomènes climatiques extrêmes, entraînant des perturbations d'ordre économique et social, ainsi que des déplacements de populations;
- une dégradation de l'environnement influant sur la disponibilité des ressources naturelles essentielles, conduisant à des hausses de prix et à des conflits sociaux;
- une baisse de la croissance économique reflétant une croissance démographique en hausse, et la limitation des ressources naturelles;
- une réduction de la part des revenus du travail dans le PIB impliquant une chute des salaires réels, ainsi qu'un creusement des inégalités au regard du statut professionnel;
- une évolution des taux de mortalité et de morbidité, accompagnée d'une dégradation des conditions de santé dans de nombreuses régions.

Ces conséquences auront également un impact direct sur les attentes vis-à-vis des systèmes de sécurité sociale, ainsi que sur les ressources dont ces derniers disposeront. Elles pourront notamment englober:

- la nécessité de réagir face aux phénomènes climatiques extrêmes (tels que les inondations, l'érosion côtière, ou encore les glissements de terrain);
- une hausse de la migration et des déplacements, ainsi qu'une plus forte précarité sur les marchés du travail;
- une probabilité plus élevée de conflits sociaux;
- une réduction de la croissance économique, qui aura des incidences sur les ressources disponibles pour la sécurité sociale et pour les prestations complémentaires aux individus (par exemple les prestations fournies par l'employeur);
- un impact direct sur la valeur et les revenus générés par les fonds de réserve de la sécurité sociale;

- une diminution de l'espérance de vie de certains groupes, accompagnée d'une hausse des taux de morbidité et de l'émergence de nouveaux défis en matière de santé dans de nombreuses régions.

Parmi les impacts concrets sur la sécurité sociale et les réponses possibles, on retrouve notamment:

- un accroissement des demandes de prestations et une évolution de la nature des besoins des populations: par exemple, la survenue d'événements extrêmes et soudains requerra des mesures d'urgence immédiates, une flexibilité au regard des modalités de prestations et de cotisations, des interventions ciblées en faveur de ceux qui en ont le plus besoin, ou encore des mesures de soutien administratif, telles que des bureaux provisoires, tandis que d'autres phénomènes, notamment une dégradation environnementale, une élévation du niveau de la mer, des inondations à répétition ou une augmentation de la fréquence des sécheresses (souvent appelés « phénomènes à évolution lente ») exigeront quant à eux des systèmes de chômage innovants, mais néanmoins rentables, ainsi que des réponses appropriées en matière de santé;
- des réponses spécifiques à l'amplification de la migration et des déplacements, y compris un réaménagement des prestations, la signature et l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux, ainsi que l'amélioration des mesures de communication et d'accès;
- les contraintes sur les ressources disponibles pour la sécurité sociale, qui imposeront la nécessité de réévaluer les méthodes de financement et la nature des prestations fournies, afin de les adapter à l'environnement économique ;
- une réévaluation des stratégies de placement au regard des actifs des fonds de réserve, en vue d'évoluer vers des placements respectant la neutralité carbone (qui réduisent les risques liés aux investissements dans les énergies fossiles), et vers des actifs moins exposés à la raréfaction des ressources naturelles;
- la nécessité de mesures proactives, afin de minimiser les risques et les impacts du changement climatique et de la raréfaction des ressources naturelles – telles que des initiatives en faveur d'une alimentation saine, des mesures simplifiant la migration et les déplacements planifiés, ainsi que l'implication aux côtés d'autres parties prenantes dans un processus de transformation du marché du travail davantage axé sur les «emplois verts» (par exemple au travers de systèmes de chômage partiel).

Ces mesures politiques entendent contrer les impacts probables du changement climatique et de la raréfaction des ressources naturelles, à faciliter les réactions d'adaptation (telles que la migration) et peuvent également viser à atténuer les tendances (par exemple, par des investissements respectant la neutralité carbone).

Si les prestations existantes devront être adaptées, de nouvelles prestations et de nouveaux services devront également être mis en place afin de répondre à l'évolution des besoins et aux contraintes en matière de financement. Cependant, dans un tel contexte, il s'avère crucial que

de nouvelles politiques soient mises en œuvre de façon efficace et efficiente. Les institutions peuvent soutenir ces processus par:

- *La lutte contre la fragmentation des politiques*: en cette nouvelle ère marquée par l'incertitude environnementale, il s'avère nécessaire de garantir la cohérence des politiques et la convergence gouvernementale entre toutes les institutions responsables de la protection sociale.
- *La bonne gouvernance*: il convient d'améliorer la gouvernance de la gestion des fonds en orientant l'investissement des fonds vers des actifs respectueux de l'environnement ou de la neutralité carbone, des technologies appropriées et d'autres activités.
- *L'extension progressive de la couverture afin d'inclure les groupes à risque*: l'intensification des efforts visant à couvrir les groupes à risque (travailleurs agricoles/saisonniers, migrants, pêcheurs et populations vivant sur la côte ou non loin des côtes), la prise en compte des capacités contributives des différents groupes de population, l'établissement de nouvelles priorités en matière de dépenses, et une application effective des obligations liées aux cotisations, sont autant de mesures permettant d'accroître l'affiliation.
- *Le partage des expériences et de l'expertise:* les administrations nationales qui ont réussi à mettre en place des activités pertinentes d'adaptation au changement climatique peuvent partager leur expérience, afin d'aider d'autres administrations dans l'élaboration de systèmes sensibilisés aux problèmes climatiques.
- *L'intégration de procédures d'évaluation et de suivi sensibles aux catastrophes et au climat:* un suivi régulier et la collecte de statistiques précises s'avèrent essentiels afin d'évaluer les performances des programmes au regard de ces directions nouvelles et d'identifier aussi bien les bonnes pratiques que les faiblesses et les difficultés.
- *Le développement des capacités institutionnelles:* les institutions qui ont fait leurs preuves en matière de fiabilité et se montrent dignes de confiance dans l'administration des régimes peuvent endosser de nouvelles responsabilités afin d'apporter des réponses de la sécurité sociale adaptées au climat et venir soutenir les administrations plus récentes.
- *L'adoption de nouvelles technologies:* les nouvelles technologies peuvent aider la sécurité sociale à apporter une réponse, en phase initiale comme sur le long terme, dans les domaines de l'analyse des risques, de la gestion, de la planification, ainsi que dans le cadre du traitement et de la gestion des bénéficiaires et des demandes comme du versement de prestations.

Si des défis significatifs nous attendent, un certain nombre de mesures politiques et administratives ont déjà été prises afin d'aborder différents aspects du changement climatique et de la raréfaction des ressources naturelles. Comme le souligne ce rapport, une sécurité sociale adaptée au contexte climatique constitue déjà une réalité dans de nombreux pays. Ces expériences peuvent servir de modèles aux interventions futures et être adaptées à l'évolution de l'environnement. Les stratégies doivent être coordonnées avec les autres parties prenantes, afin de garantir la cohérence dans les réponses, de même qu'une utilisation efficace des

ressources. Les institutions de sécurité sociale peuvent ainsi continuer de jouer un rôle essentiel dans la manière dont la société réagira à l'un des défis majeurs de ce siècle pour l'humanité.

Pour en savoir plus: www.issa.int/megatrends

Accéder au rapport en anglais: Megatrends and social security: Climate change and natural resource scarcity

www.issa.int

4 route des Morillons
Case postale 1
CH-1211 Genève 22

Promoting and developing social security worldwide
Promouvoir et développer la sécurité sociale à travers le monde
Promover y desarrollar la seguridad social en el mundo
Soziale Sicherheit weltweit fördern und entwickeln
Развиваем и поддерживаем социальное обеспечение во всем мире
دعم و تطوير الضمان الإجتماعي عبر العالم
促进和发展全球社会保障